



La guerre américaine pour les ressources - Partie 1



« Amerika21 » est le nom du portail web allemand qui traduit et publie de manière professionnelle des informations et des analyses sur l'Amérique du Sud et les Caraïbes. Le 3 avril 2011 « Amerika21 » a publié un article qui vaut la peine d'être regardé de plus près, car il donne des renseignements sur les foyers de crise dans de nombreux pays. L'article provient d'Eva Golinger, une avocate et publiciste américaine, qui vit au Venezuela depuis 2005.

Chers téléspectateurs, bienvenue sur Klagemauer.tv !

« Amerika21 » est le nom du portail web allemand qui traduit et publie de manière professionnelle des informations et des analyses sur l'Amérique du Sud et les Caraïbes. Le 3 avril 2011 « Amerika21 » a publié un article qui vaut la peine d'être regardé de plus près, car il donne des renseignements sur les foyers de crise dans de nombreux pays. L'article provient d'Eva Golinger, une avocate et publiciste américaine, qui vit au Venezuela depuis 2005.

Madame Golinger écrit qu'un document portant le titre « La doctrine de la guerre irrégulière de la flotte de guerre américaine » a été publié en 2009. Celui-ci dévoilerait les plans de Washington pour s'emparer des ressources stratégiques mondiales. Un élément de ce document serait une carte, qui définirait le nouveau « champ de bataille » des États-Unis au niveau mondial. La carte met en évidence un « croissant d'instabilité », dans lequel se trouvent les pays suivants : la plupart des pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et le Venezuela. Ces pays ont une chose en commun : Ils hébergent les plus grandes ressources stratégiques du monde. Pour s'approprier ces ressources abondantes, les États-Unis auraient élargi peu à peu leur guerre sur tous ces territoires. « La doctrine de la guerre irrégulière » se différencie nettement de la guerre conventionnelle, qui est conduite avec des troupes terrestres et/ou depuis le ciel, après une déclaration de guerre officielle. Car la guerre irrégulière cible une autre but : Elle consiste à manipuler et à contrôler la population civile. Les tactiques de guerre cachée seraient l'infiltration de la « population civile », en favorisant le chaos, la déstabilisation et le mécontentement. On déclencherait ainsi des conflits internes qui affaibliraient les piliers du pouvoir. Avec le printemps arabe en Egypte, en Tunisie, au Yémen, au Bahreïn et en Libye, les États-Unis ont exactement atteint ce but : « élargir leur présence militaire et assurer le contrôle sur les ressources stratégiques dans ces régions ». Bien que dans tous ces pays le gouvernement ait d'abord opposé une résistance violente, Washington n'a lancé l'invasion militaire que dans le cas de la Libye. Car ce n'est qu'en Libye que le gouvernement de Mouammar Kadhafi a résisté avec persévérance. Dans les autres cas, les gouvernements se sont soumis volontairement à l'agenda américain. L'exemple de la Libye démontre jusqu'où le gouvernement américain est prêt à aller, si un gouvernement avec de grandes ressources stratégiques ne joue pas le jeu comme il le souhaite. Leurs plans de « changement de régime » seraient imposés par tous les moyens, dit Madame Golinger. Selon Eva Golinger, le Venezuela serait aussi clairement dans le collimateur de Washington, car là se trouvent les plus grandes réserves de pétrole du monde. Celles-ci sont extraites par la société nationale pour l'extraction du pétrole.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement du Venezuela a refusé de privatiser son marché pétrolier, car cela reviendrait à une vente totale à des entreprises internationales, souvent américaines. En conséquence directe de cette résistance, le gouvernement de l'ancien président Hugo Chávez aurait été traité de « centre du terrorisme mondial ». Plusieurs tentatives de coups d'Etat pour faire chuter Chávez sont pourtant restées infructueuses, jusqu'à sa mort le 5 mars 2013. Son successeur, le président Nicolás Maduro, n'a pas non plus la vie facile : il est exposé à des intrigues politiques internes et externes pour le faire chuter, lui et son gouvernement. C'est ainsi par exemple qu'en mars 2015 le président américain Barack Obama a qualifié la situation du Venezuela de « menace extraordinaire » pour la sécurité nationale des États-Unis. Avec des suspicions telles que celles-ci et d'autres, Obama a justifié les sanctions décidées contre le Venezuela ainsi que d'autres mesures, qui doivent au final mener à la destitution du gouvernement de Maduro.

Vous voyez, Mesdames et Messieurs, que la guerre irrégulière américaine pour les ressources mondiales est menée sans merci. Chaque pays qui ne soumet pas ses ressources en énergie au contrôle américain à travers des entreprises internationales et américaines, doit être combattu et éliminé. Dans quelle mesure cela correspond maintenant aussi au cas de la Russie, nous le verrons demain ?? dans la deuxième partie. Je vous dis au revoir et vous souhaite une bonne soirée.

de Daniel D.

Sources:

<https://amerika21.de/a21>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#GuerresRessourcesUS - La guerre américaine pour les ressources -
www.kla.tv/GuerresRessourcesUS

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.